

Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Clara GIMENEZ, Manu REYNAUD.

Engagement de la Ville pour améliorer le dépistage du cancer du sein - Signature de la charte du collectif "octobre rose" relative aux actions de promotion du dépistage organisé du cancer du sein à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Charles SULTAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le cancer du sein est le 1^{er} cancer chez la femme. Son dépistage est donc un enjeu majeur de santé publique. En effet, détecté tôt, un cancer du sein se guérit dans plus de 90% des cas.

Alors que le taux de dépistage est en baisse, les acteurs dans la prévention, le dépistage et la prise en charge du cancer du sein à Montpellier ont souhaité s'allier pour porter haut et fort le message sur l'importance du dépistage du cancer du sein pour les femmes âgées de 50 à 75 ans.

La Ville de Montpellier, à l'initiative de ce Collectif, et consciente que le dépistage est un enjeu majeur de santé publique, soutient et s'associe aux actions menées, en mettant notamment à disposition ses infrastructures, pour s'assurer que le plus grand nombre de femmes soient informées.

Il est proposé une charte ayant pour but de définir les valeurs et les modalités d'engagement des différents partenaires sur les plans de la communication, de la mutualisation de ressources ou de l'échange de bonnes pratiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la charte du collectif « Octobre Rose » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte du collectif "Octobre Rose"

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-144503-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.